

**FRANCE**

# Les nouveaux rythmes scolaires en sursis

**La plupart des candidats suggèrent, d'une manière ou d'une autre, de revenir sur la réforme.**

**Marie-Christine Corbier**

[@mccorbier](#)

Les élèves vont-ils encore changer de rythme scolaire, pour la troisième fois en dix ans ? A part Benoît Hamon, aucun candidat à l'élection présidentielle ne défend les nouveaux rythmes. Ironie de l'histoire : c'est l'ancien ministre de l'Éducation qui soutient une réforme qu'il a lui-même assouplie lors de son bref passage au ministère. Le candidat socialiste promet d'augmenter de 25 % le fonds d'aide aux communes d'ici à 2022.

Contrairement à Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, qui réclament ouvertement l'abrogation de la réforme des rythmes, François Fillon et Emmanuel Macron plaident pour le libre choix des communes. Quitte, donc, à revenir à la semaine de quatre jours tant décriée par les chronobiologistes, et à faire de nouveau de la France la championne de l'OCDE des journées de classe les plus chargées. « *Techniquement, c'est possible, mais pas souhaitable* », indique-t-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Le fonds de soutien aux communes, qui finance en partie les activités périscolaires, serait supprimé dans un délai de deux ans,

les communes les plus pauvres étant aidées par ailleurs. Jean-Luc Mélenchon plaide pour « *un service public gratuit et obligatoire des temps périscolaires* ». Il veut aussi vingt-six heures hebdomadaires de classe, comme avant 2008. Les activités périscolaires pourraient être remplacées par « *un temps pour les devoirs après la classe* », suggère François Fillon. « *Cette réforme a coûté cher, a été compliquée à mettre en place et elle est préjudiciable aux familles* », critique Annie

**La France pourrait redevenir la championne des journées de classe les plus chargées.**

Genevard, députée LR et soutien de François Fillon. « *La gauche a revu les rythmes scolaires, avec les problèmes que l'on sait* », renchérit Emmanuel Macron.

Qu'en sait-on, justement ? L'impact pédagogique n'a pas été évalué. Il y a un an, un rapport relevait « *le paradoxe étonnant* » d'une réforme coûteuse, visant l'amélioration des résultats des élèves, mais pour laquelle le gouvernement « *ne s'est pas donné les moyens d'évaluer l'atteinte de ses objectifs* ». Les cinq matinées de classe, conçues avant tout pour les élèves les plus en difficulté, risquent de passer à la trappe. ■